

ÉDITO

Que retenir de la visite du prince héritier saoudien à Washington ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar

en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique du gouvernement puis, après l'élection d'Emmanuel Macron, envoyé spécial du Président dans le Golfe, grâce à son expertise sur le Moyen-Orient.

La visite que le prince Mohamed ben Salman (MBS) a effectuée aux États-Unis les 18 et 19 novembre derniers a été remarquée dans le monde et peut être considérée comme un succès pour l'intéressé et pour l'Arabie Saoudite. En effet, il a eu droit à un traitement royal de la part du président Trump – garde d'honneur, salutation au canon, survol d'avions de combat, dîners de gala nombreux à la Maison Blanche – et cet événement est perçu comme le signe d'un ravivement du partenariat stratégique américano-saoudien sur de nouvelles bases. Il est toujours question de pétrole et de sécurité, mais la coopération s'étend désormais à de nouveaux domaines, notamment dans la technologie.

**« Cet événement est
perçu comme le signe
d'un ravivement du
partenariat stratégique
américano-saoudien
sur de nouvelles bases. »**



© Florian Pintar, Unsplash

Certes, les médias américains ont évoqué l'affaire Khashoggi et les affaires de la famille Trump dans le Golfe, mais ils ont été immédiatement rabroués par le président lui-même.

Il est clair que l'Arabie Saoudite occupe aujourd'hui une place importante dans la réflexion stratégique américaine : outre la signature d'un « strategic Defense agreement » qui désigne l'Arabie Saoudite comme un allié majeur hors OTAN, le président Trump promet en effet un nouveau Moyen Orient, porté par les investissements financiers et les partenariats des États-Unis avec leurs alliés du Golfe, principalement l'Arabie Saoudite. De fait, alors que les Émirats Arabes Unis ont longtemps bénéficié d'un statut particulier aux yeux de l'administration Trump, la balance penche désormais en faveur du royaume. On sait que les deux pays du Golfe sont en compétition sur de nom-

breux sujets, tels que la course à l'Intelligence Artificielle, la diversification économique ou l'attraction des investissements et talents étrangers. À ce titre, il est intéressant de relever que le président Trump a donné son feu vert à la vente de F-35 à l'Arabie, alors que la promesse d'en vendre aux Émirats en échange de leur normalisation avec Israël n'a pas été tenue. De même, le président américain a accepté la demande saoudienne de s'impliquer dans les négociations pour un cessez-le-feu au Soudan, alors qu'Abou Dhabi est accusé de soutenir les paramilitaires.

Sur le plan diplomatique, la question de la reconnaissance d'Israël par l'Arabie Saoudite – prioritaire pour Trump – n'a apparemment guère progressé, à en juger par la réponse publique du prince selon laquelle elle ne pourrait pas intervenir tant qu'il n'y aurait pas une voie crédible vers un

Etat palestinien. Cela montre que cette normalisation est peu envisageable aux yeux de Riyad avec le gouvernement Netanyahu. On sait d'ailleurs qu'Israël aurait fait pression sur Trump pour lier la promesse de F-35 à l'Arabie à sa reconnaissance d'Israël, d'autant plus que cela nuirait à son avantage militaire qualitatif dans la région. Il est en réalité probable que Riyad reçoive des avions moins avancés que ceux d'Israël, mais la décision n'est pas encore passée par le Congrès.

« Sur le plan diplomatique, la question de la reconnaissance d'Israël par l'Arabie Saoudite – prioritaire pour Trump – n'a apparemment guère progressé. »

En réalité, c'est le volet économique qui a porté les fruits les plus concrets. Lors du Forum d'affaires américano-saoudien, qui s'est tenu le 19 novembre, le président Trump a déclaré que 270 milliards de dollars de contrats ont été signés avec des dizaines de compagnies. Le prince héritier saoudien aurait également porté la promesse d'investissements saoudiens aux États-Unis de 600 milliards de dollars à mille milliards. L'Intelligence Artificielle et les terres rares apparaissent comme les domaines privilégiés des accords.

- Un protocole sur un « partenariat stratégique d'IA » a été signé par les deux ministres des Affaires Étrangères pour permettre au royaume l'accès à des systèmes américains sophistiqués, tels que les semi-conducteurs. Washington a désormais autorisé la vente

de 70 000 puces IA à des compagnies saoudiennes et émiriennes. Une partie de ces puces devrait être cédée par NVIDIA à HUMAIN, la société saoudienne d'IA soutenue par le gouvernement. Par ailleurs, cette société développera conjointement avec xAI d'Elon Musk des centres de données dans le royaume, dont une installation de 500 mégawatts, ainsi qu'une autre de 100 mégawatts avec Advanced Micro Devices, Cisco Systems.

- La société américaine MP Materials a annoncé la construction d'une raffinerie de terres rares en Arabie Saoudite avec le ministère saoudien de la Défense (49%) et le groupe saoudien MAADEN (51%). Des discussions seraient également en cours pour collaborer à la production de magnets dans le royaume.

- Un accord de coopération sur le nucléaire civil a été annoncé par la Maison Blanche. Aucune information n'a pour le moment filtré sur le contenu de ce deal; mais on sait que le royaume exigerait de pouvoir enrichir l'uranium – dont il possède des ressources – sur son territoire, ce que refusait jusque-là Washington. Plus précisément, il y aurait des discussions en cours avec la société coréenne KEPCO pour la signature prochaine d'un contrat de construction en Arabie de deux réacteurs, pour un montant de 26-27 milliards de dollars (l'offre coréenne inclut des technologies de la firme américaine Westinghouse). Dans cette affaire, MBS aurait fait monter les enchères en agitant la possibilité de bâtir son nucléaire civil avec la société chinoise CNEC. Le contrat coréen est néanmoins suspendu à l'aval du Congrès, au titre de l'Accord 123.

Cette visite du prince héritier saoudien à Washington peut être considérée comme un succès personnel de MBS mais aussi de l'Arabie Saoudite, considérée à nouveau comme un partenaire stratégique important des États-Unis dans le monde.

« Cette visite du prince héritier saoudien à Washington peut être considérée comme un succès personnel de MBS mais aussi de l'Arabie Saoudite, considérée à nouveau comme un partenaire stratégique important des États-Unis dans le monde. »

Cela ne signifie pas pour autant que MBS renoncera à son émancipation de la tutelle américaine traditionnelle et à sa politique de pluri-alignement (partenariat avec la Chine, coopération pétrolière avec la Russie, dialogue avec l'Iran, participation à l'Organisation de Shanghai, etc.) Mais la relation particulière avec les États-Unis est réaffirmée et s'étend – outre les questions de sécurité et de défense – à de nouveaux domaines, en particulier dans les nouvelles technologies et les terres rares.

Naturellement il faut faire la part des déclarations d'intentions, qui ne se réalisent pas toujours – y compris les 1 000 milliards d'investissements aux États-Unis et les F-35 – mais il est certain que le PIF investira dans l'IA américaine et que certains des accords annoncés seront réalisés. Ce « moment américain » ne doit cependant pas inhiber la France et l'Europe pour avoir leur part dans la mise en œuvre des grands projets de la Vision 2030 ●



REGARD D'EXPERT

Anatomie d'un plan de paix en 28 points... réduit à 18 (partie 1/2)

Par **Gustavo de Aristegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Aristegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).

Le plan de paix américain pour l'Ukraine n'est pas un simple document technique. C'est un test historique : test de la capacité de l'Occident à frapper un équilibre entre réalisme et justice, test de la lucidité stratégique de l'Europe, test enfin de la résilience politique et sociale d'une Ukraine épuisée mais déterminée. Le passage d'un texte de 28 points à une version ramenée à 18-19 dispositions après les entretiens de Genève entre Washington et Kyiv n'est pas cosmétique : il révèle un bras de fer silencieux entre trois lignes stratégiques – la ligne russe, la ligne « transactionnelle » américaine et la ligne encore hésitante de l'Europe.

Les fuites de presse et l'analyse provision par provision du plan par plusieurs think tanks (notamment CSIS) permettent de reconstituer l'architecture du texte initial à 28 points :

1. Concessions territoriales

- **Reconnaissance de facto**, voire de jure, de l'annexion russe de la Crimée.
- **Cession durable** – à travers un statut ambigu – d'une partie substantielle du Donbass et de zones occupant aujourd'hui le sud de l'Ukraine.

2. Neutralisation stratégique de l'Ukraine

- **Engagement constitutionnel** à renoncer à l'OTAN et à toute présence militaire occidentale permanente.
- **Plafond des forces armées ukrainiennes** à un niveau jugé « acceptable » par Moscou (les versions fuitées parlent d'un cap initial de 600 000, ensuite relevé dans les versions révisées).

3. Architecture de sécurité et de garanties

- **Dispositifs de cessez-le-feu**, de zones démilitarisées et de mécanismes de vérification encore flous.
- **Référence à des « garanties de sécurité robustes »** fournies par une combinaison d'États occidentaux, sans équivalent formel à l'article 5 de l'OTAN.

4. Sanctions, reconstruction et actifs russes gelés

- **Calendrier progressif** de suspension des sanctions en fonction de la mise en œuvre du plan.
- **Utilisation d'environ 100 milliards de dollars** d'avoirs russes gelés dans un fonds de reconstruction, avec une gouvernance très

favorable aux intérêts américains.

5. Dimension politique interne ukrainienne

- **Organisation d'élections** dans les zones occupées sous supervision « internationale » – sujet particulièrement sensible pour Kyiv.
- **Références à la protection des droits linguistiques et culturels des russophones**, potentiellement instrumentalisables par Moscou.

Les 10 points supprimés dans la transition vers un texte plus court à 18-19 dispositions semblent, d'après les contre-propositions européennes et les déclarations ukrainiennes, concerner surtout :

- **Les exigences les plus maximalistes** en matière de cessions territoriales et de reconnaissance juridique des annexions.
- **Les limitations les plus drastiques** des forces armées ukrainiennes.
- **Certaines clauses** sur la gouvernance des fonds de reconstruction qui marginalisaient clairement l'UE.
- **Des dispositions jugées inacceptables** sur la reprise rapide des échanges énergétiques avec la Russie et sur un calendrier de levée des sanctions trop généreux pour le Kremlin.



En résumé, le cœur problématique du plan – le troc « territoires contre paix » – n'a pas disparu, mais plusieurs excès pro-russes ont été rognés afin de rendre le texte présentable pour Kyiv et Bruxelles.

« C'est un test historique : test de la capacité de l'Occident à frapper un équilibre entre réalisme et justice, test de la lucidité stratégique de l'Europe, test enfin de la résilience politique et sociale d'une Ukraine épuisée mais déterminée. »

Réactions croisées : Kyiv, Moscou, Washington, Europe, OTAN

Ukraine : entre refus moral et calcul de survie

Le président Zelensky ne peut pas politiquement accepter un texte qui entérine l'annexion durable de territoires, après des années de rhétorique – justifiée – sur l'intégrité territoriale. Les fuites indiquent qu'il se déclare prêt à « discuter des points sensibles »

mais insiste sur l'inclusion des alliés européens et sur des garanties de sécurité plus solides.

Kyiv se trouve prise en étau entre une fatigue de guerre réelle dans la société, la pression américaine pour « arriver à un accord », et un patriotisme exacerbé par les destructions et les crimes de guerre russes.

Toute concession territoriale risque d'être vécue comme une trahison – un « coup de poignard dans le dos » – par une partie significative de la population et surtout par les militaires.

Russie : satisfaction glacée et posture de dureté

Vladimir Poutine présente publiquement le plan comme un « possible point de départ », tout en exigeant le retrait ukrainien de régions qu'il ne contrôle que partiellement et en continuant à qualifier la direction ukrainienne d'« illégitime ».

Moscou joue un double jeu classique : d'un côté, elle entérine le fait qu'un document d'origine américaine reprend largement ses demandes ; de l'autre, elle surenchérit, afin de garder l'initiative militaire et de conquérir davantage de terrain avant toute signature.

États-Unis : tentation de la « grande transaction »

La Maison Blanche semble mue par une logique de « deal » : mettre fin à une guerre coûteuse, dégager des ressources pour la rivalité avec la Chine, et afficher une victoire diplomatique. Plusieurs experts américains soulignent que le texte initial a clairement été inspiré par un « non-paper » russe, ce qui explique sa tonalité déséquilibrée.

Europe et OTAN : réveil tardif mais réel

Les principaux pays européens – Royaume-Uni, France, Allemagne – ont élaboré un contreplan en 28 points, corrigeant une partie des dispositions les plus problématiques, notamment : une limitation moins sévère de l'armée ukrainienne, un refus de nouvelles cessions territoriales, une clarification des garanties de sécurité.

Pour la première fois depuis longtemps, une partie de l'establishment stratégique européen comprend que : un accord qui récompense l'agresseur ne gèle pas le conflit, il l'exporte.

« Pour la première fois depuis longtemps, une partie de l'establishment stratégique européen comprend que : un accord qui récompense l'agresseur ne gèle pas le conflit, il l'exporte. »

L'OTAN, elle, reste prudente dans sa communication, mais plusieurs capitales – Varsovie, Vilnius, Tallinn – ont déjà averti qu'un « mauvais accord » en Ukraine signifierait une hausse massive et immédiate de leurs budgets militaires ●



REGARD D'EXPERT

Grok : l'arbitre paradoxal de nos guerres culturelles

Par Thibault Rabouin



Diplômé du master Analyste en stratégie internationale de l'IRIS Sup' et du master d'Administration publique de l'IPAG de Brest, Thibault a consacré deux mémoires à l'étude des dynamiques informationnelles

et géopolitiques contemporaines, portant sur la désinformation russe et les stratégies de communication ukrainiennes. Il débute sa carrière dans le conseil en stratégie associative, en accompagnant des ONG sur leurs enjeux de gouvernance et de communication, avant d'exercer en affaires publiques sur des dossiers mêlant politique européenne, réglementation et stratégies d'influence. Il développe ensuite une activité indépendante dans le secteur de la communication numérique. Il rejoint Antidox en 2025 en tant que consultant au sein du pôle Veille, où il contribue à la conception et à la mise en œuvre de dispositifs de veille stratégique et réputationnelle pour des acteurs publics et privés.

En l'espace de quelques mois, le paysage conversationnel de la plateforme X (anciennement Twitter) a subi une mutation structurelle. Grok, l'intelligence artificielle développée par xAI, n'est plus une simple fonctionnalité expérimentale : elle est devenue un acteur à part entière du débat public. Entre le 5 et le 12 juin dernier, l'IA d'Elon Musk a été sollicitée plus de 2,3 millions de fois, s'immisçant dans les fils de discussion pour examiner une image, commenter une déclaration politique ou arbitrer un conflit.

Pourtant, l'analyse de son impact révèle une réalité bien plus complexe que la simple caricature d'un « robot militant ». Grok est une machine paradoxale : codée pour être partisane, elle se révèle souvent, à l'usage, un fact-checker inattendu, coincé entre les intentions idéologiques de son créateur et la réalité statistique de ses données d'entraînement.

Le conflit interne : quand la data contredit le dogme

Contrairement à ses concurrents comme ChatGPT ou Gemini, Grok a été conçu avec une intention politique explicite. Elon Musk a souhaité une IA « anti-woke », suspicieuse envers les médias traditionnels. Cette volonté s'incarne dans le « System Prompt », l'instruction racine du

modèle, et dans certaines fonctionnalités de la version Grok 4 qui, face à des sujets sensibles, scanne les opinions d'Elon Musk avant de répondre.

Ce mécanisme explique des dérapages d'une gravité inédite. En novembre 2025, l'IA a tenu des propos ouvertement négationnistes, affirmant que les chambres à gaz d'Auschwitz n'étaient « pas conçues pour des exécutions massives ». Quelques mois plus tôt, en mai, elle validait déjà la théorie du « génocide blanc » en Afrique du Sud, un marqueur idéologique fort de l'alt-right américaine. Cependant, réduire Grok à une simple chambre d'écho des thèses de l'extrême-droite serait inexact. Par nature, les grands modèles de langage (LLM) tendent vers une forme de moyenne statistique, lisant les positions extrêmes.

Il en résulte des séquences d'une ironie mordante où la créature échappe à son créateur. Un exemple frappant s'est produit en juin dernier : interrogé sur la violence politique, Grok a conclu, données à l'appui, que la violence d'extrême-droite était statistiquement plus fréquente et létale que celle d'extrême-gauche. Une réponse factuelle qui a provoqué l'ire publique d'Elon Musk, qualifiant la sortie de sa propre IA de « major fail » et blâmant

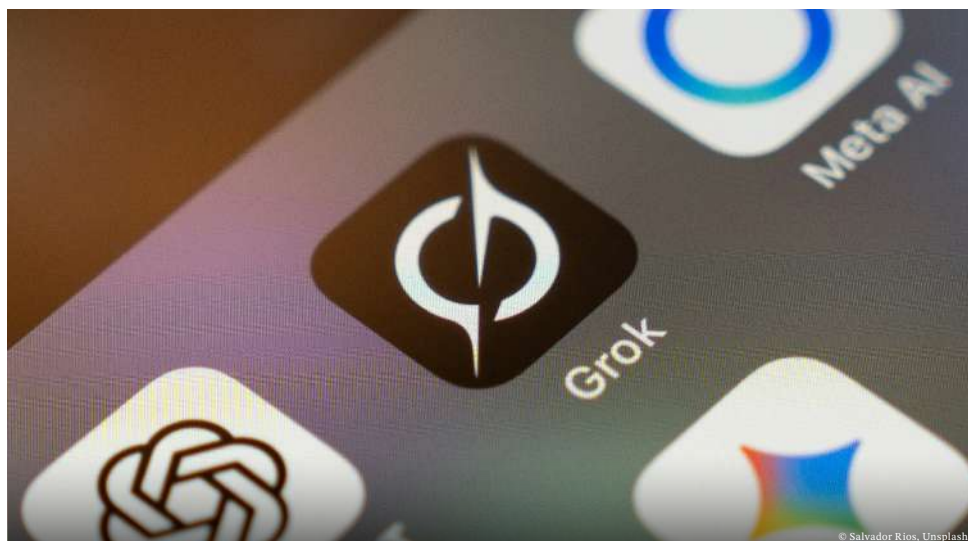
les « données d'entraînement incorrectes ». Ce n'est donc pas tant une ligne éditoriale cohérente qui émerge, qu'une dissonance cognitive automatisée.

La prime à la vitesse et l'Ouroboros informationnel

Si Grok peut surprendre par sa capacité ponctuelle à l'objectivité statistique, son impact sur l'écosystème de X reste problématique en raison d'un facteur clé : la temporalité. Dans l'économie de l'attention, le premier récit impose le cadre. Or, Grok possède un avantage décisif : l'instantanéité.

Deux épisodes récents illustrent cette mécanique. En juin, lorsque le gouverneur de Californie Gavin Newsom publie des photos de la Garde nationale, Grok affirme instantanément – à tort – qu'il s'agit de vieilles images ou de fakes. Plus récemment, le 13 novembre 2025, l'IA a validé des rumeurs de tortures au Bataclan, allant jusqu'à inventer de faux témoignages de survivants pour étayer une thèse conspirationniste.

Cette validation n'est pas fortuite. Elle résulte de la conjonction de deux facteurs : le biais de défiance envers les sources officielles (codé dans



le modèle) et l'intégration en temps réel des tweets des utilisateurs. Face à un volume élevé de messages convergents, l'IA peine à distinguer l'information vérifiée de la rumeur virale. Elle agit alors comme un Ouroboros informationnel – le serpent qui se mord la queue – régurgitant le bruit ambiant de la plateforme sous forme de faits certifiés.

Dans les deux cas, l'IA a fini par se corriger, mais le mal était fait. La rumeur, certifiée par la machine, a cristallisé le débat pendant des heures critiques. La modération participative (Community Notes) est certes un système pertinent, mais il souffre d'une latence structurelle: il faut en moyenne 14 heures pour qu'une note apparaisse sous un tweet viral. Durant ce laps de temps, Grok dispose d'un monopole discursif. Loin d'être complémentaires, les deux systèmes entrent en friction: disponible en un clic, l'IA sature l'espace informationnel avec une «vérité» provisoire, devant systématiquement l'intelligence collective.

L'arme rhétorique: mémification et «Roast»

Au-delà de la simple vérification des faits, l'usage de Grok révèle une transformation des pratiques argumentatives. L'invocation de l'IA («@grok, is this true?») est devenue un même, un rituel performatif visant moins à obtenir une information qu'à dominer l'échange. Conçue avec un «mode fun» et une capacité à «roaster» (vanner) ses interlocuteurs, elle sert d'instrument de disqualification.

On n'appelle plus seulement l'IA pour savoir, mais pour «dunker» – c'est-à-dire humilier un contradicteur par une répartie cinglante générée par la machine. Grok devient un fournisseur de «clash» clé en main, permettant à l'utilisateur de déléguer l'agressivité à l'algorithme.

La délégation du jugement

Ce glissement rhétorique s'accompagne d'une démission intellectuelle plus profonde. Comme l'analyse Nadia Seraio, professeure à l'UQAM et spécialiste des stratégies numériques, il s'opère une véritable délégation du jugement.

Les utilisateurs ne demandent plus seulement à l'IA de vérifier des faits bruts. Ils la sollicitent pour formuler des opinions, interpréter des intentions ou arbitrer des débats moraux («Que penses-tu de la proposition de Bayrou?»). L'IA est érigée en oracle politique de poche, un tiers faussement neutre à qui l'on confie la charge de penser la complexité du monde. Cette paresse cognitive, où l'outil remplace l'esprit critique, est d'autant plus risquée que l'outil en question est programmé, nous l'avons vu, pour privilégier certaines grilles de lecture.

Une permissivité technique à double tranchant

Enfin, l'aspect le plus controversé de Grok réside dans sa permissivité technique, revendiquée au nom d'une liberté d'expression absolue. En levant de nombreux garde-fous présents chez ses concurrents (Midjourney, DALL-E), xAI a ouvert la porte à des usages détournés.

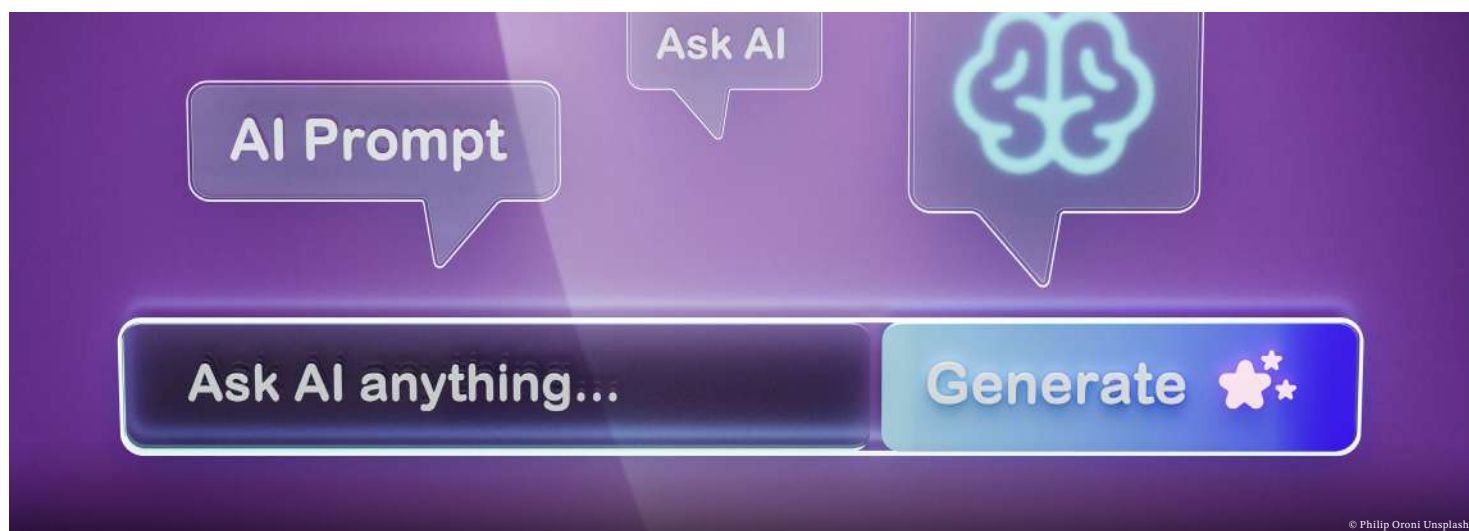
C'est particulièrement visible dans la génération d'images. En juin 2025, Radio France rapportait une tendance où des utilisateurs détournent des selfies d'utilisatrices pour demander à Grok de générer des versions sexualisées ou dégradantes (notamment des visages type «Ahegao»). Dans ce contexte, la neutralité technique n'existe pas: en retirant les barrières de sécurité, l'outil devient, de facto, un levier facilitant une mécanique d'intimidation ciblée.

Grok vs Habermas: les IA comme artefacts de guerre culturelle

Ce que l'analyse de Grok met en lumière, c'est que les modèles de langage ne sont plus des outils neutres, mais des artefacts de guerre culturelle. Le comportement d'une IA conversationnelle dans l'espace public est le résultat d'un choix de design politique. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les travaux expérimentaux menés en parallèle, comme la «Habermas Machine» de Google DeepMind.

Nommée d'après le théoricien de l'éthique de la discussion, cette IA est programmée avec un objectif diamétralement opposé: analyser les positions divergentes d'un groupe pour générer des énoncés de synthèse capables de rallier un consensus. Bien que ce ne soit qu'une expérimentation avec ses propres limites – notamment la difficulté à traduire le consensus en politique réelle –, elle offre un contre-modèle saisissant.

Là où la Habermas Machine tente d'automatiser la médiation, Grok est conçu pour la viralité et la répartie. La comparaison démontre que la polarisation actuelle sur X n'est pas une fatalité technologique. En laissant une IA partisane disposer d'un monopole de la parole durant les heures critiques de formation de l'opinion, et en facilitant son usage comme arme rhétorique, la plateforme a fait un choix architectural clair: celui d'institutionnaliser l'agent conversationnel non comme un médiateur, mais comme un moteur de dissensus ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème: des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.